



CyrilDechegneConsulting

AGENDA MEDICO – SOCIAL SUD OUEST

Newsletter bimensuelle

N°104

07 Septembre 2017

Pour consulter le document source : cliquez sur les liens soulignés

ACTUALITES FINANCES ET BUDGET

- **Valeur du point GIR dépendance**

Mise à jour des valeurs communiquées lors des derniers numéros. Ces chiffres sont donnés à titre informatif et ont été recueillis pour certains d'entre eux lors d'échanges parfois oraux, pour d'autres ils relèvent de leur publication officielle, il conviendra donc de les traiter avec recul :

DPT 02	7€43	DPT 21	6€63	DPT 35	7€82	DPT 53	7€34	DPT 66	5€68	DPT 81	7€33
DPT 03	7€34	DPT 22	6€81	DPT 37	7€14	DPT 54	7€14	DPT 67	6€83	DPT 82	6€843
DPT 04	6€60	DPT 23	8€22	DPT 38	7€24	DPT 55	7€12	DPT 68	6€92	DPT 83	6€70
DPT 06	5€68	DPT 24	6€49	DPT 39	6€70	DPT 56	7€75	DPT 69	6€89	DPT 84	7€07
DPT 07	7€60	DPT 25	7€18	DPT 43	6€37	DPT 57	6€98	DPT 70	7€20	DPT 85	6€75
DPT 09	7€57	DPT 26	6€99	DPT 44	7€24	DPT 58	7€30	DPT 71	7€12	DPT 87	6€77
DPT 10	6€92	DPT 28	6€58	DPT 45	6€51	DPT 59	6€92	DPT 72	6€81	DPT 89	6€81
DPT 11	6€17	DPT 29	7€09	DPT 46	6€30	DPT 60	6€65	DPT 73	7€46	DPT 90	8€40
DPT 12	6€88	DPT 30	7€09	DPT 47	6€94	DPT 61	6€70	DPT 74	7€45	DPT 91	7€10
DPT 13	5€94	DPT 31	7€46	DPT 48	7€46	DPT 62	6€70	DPT 75	7€85	DPT 92	7€05
DPT 14	6€79	DPT 32	6€74	DPT 49	7€57	DPT 63	7€22	DPT 76	7€37	DPT 93	7€16
DPT 17	6€73	DPT 33	7€86	DPT 50	7€32	DPT 64	7€24	DPT 77	7€42	DPT 94	7€85
DPT 19	7€14	DPT 34	6€93	DPT 52	6€87	DPT 65	7€53	DPT 80	6€74	DPT 95	6€745

- **Réforme de la tarification et inquiétudes (suite)**

Après les remontées diverses évoquées dans nos précédents numéros (**FHF, AD-PA, FEHAP, FNADEPA, FNAQPA, SYNERPA, UNIOPSS, UNCCAS** et **SYNCASS-CFDT**) en parallèle des mouvements de grèves et problématiques relatives aux conditions de travail mises en avant, Agnès Buzyn mentionnait avoir entendu les diverses inquiétudes. L'**ANCCAS** ([lettre du 03 août](#)) a également fait part de ses doutes et la FHF est à nouveau au créneau fin août en appelant le ministère des Solidarités et de la Santé à sortir de sa réserve et remédier à la "*grave crise qui se concrétise mois après mois*" dans le secteur médico-social public.

À ce titre, un premier comité de suivi de la réforme se tiendra fin septembre.

Aussi, la publication d'un rapport sur l'application de la loi du 28 décembre 2016 a été annoncé et deux rapporteurs (Charlotte Lecocq pour REM Nord / Agnès Firmin-Le Bodo pour Les Constructifs Seine-Maritime) ont ainsi été nommées. Le bureau a également opté pour le lancement d'une « mission flash » afin de traiter en urgence la situation des EHPAD, largement médiatisée après le mouvement de contestation de l'établissement de Foucherans et, c'est Monique Iborra (REM Haute-Garonne) qui sera chargée de formuler une série de propositions, auditions à l'appui, d'ici le 19 septembre au plus tard. Dans ce contexte de « mission flash », le syndicat FO, qui ne cache pas sa volonté de voir la réforme de la tarification supprimée, a demandé une rencontre avec Madame Iborra qui a consenti à recevoir FO le 04 septembre marquant ainsi le début de la vingtaine d'auditions programmées. Notons parallèlement que l'ADESPA Occitanie a également été reçue en début de semaine. Ensuite, le 05 septembre, la FNAPAEF s'est rendue à son audition avec un [document](#) reprenant ses attentes et propositions, support de sa présentation.

Enfin deux questions écrites par les députés de Seine-Maritime Christophe Bouillon (Nouvelle gauche) et Agnès Firmin Le Bodo sur les « effets pervers » de la convergence des forfaits hébergement et dépendance en EHPAD ont été posées à Agnès Buzyn, qui a présenté une réponse publiée le 8 août dernier ([question N°165/réponse](#) et [question N°345/réponse](#)).

À suivre...

- **Réajustement du Projet de Loi de Finances 2017 et impact**

L'État réajuste le PLF 2017 en espérant contenir le déficit 2017 en dessous des 3% du PIB.

Près de 95 millions d'euros (M€) concernent la santé et la solidarité. Avec 300 M€ de moins, les collectivités font également savoir leur mécontentement.

Plus de précisions quant au détail des chiffres sur le [décret n° 2017-1182 du 20 juillet 2017 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance](#) et le [rapport](#) afférent.

ACTUALITES OUTILS ET INNOVATIONS

- **Guide sur l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte**

La réglementation ([loi Sapin 2 du 9 décembre 2016](#) et [décret du 19 avril 2017](#)) oblige les personnes morales de droit public ou de droit privé d'au moins 50 salariés, les administrations de l'État, les communes de plus de 10 000 habitants (ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres), les départements et les régions à mettre en place, dès le 1^{er} janvier 2018, des « procédures appropriées de recueil des signalements » émis par les membres de leur personnel ou par des collaborateurs extérieurs et occasionnels.

Dans cette optique, le défenseur des droits publie [un guide](#) sur l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte afin de s'orienter à toutes les étapes de leurs démarches et de veiller à leurs droits et libertés.

Présenté sous forme de fiches, il s'adresse aux personnes qui souhaitent effectuer un signalement pour des faits dont ils ont eu personnellement connaissance. Il mentionne explicitement au titre des événements à signaler les mauvais traitements ou privations

infligés à des personnes accueillies dans un établissement ou dans un service social et médico-social.

ACTUALITES QUALITE ET GESTION DES RISQUES

- **Soins adaptés de nuit en EHPAD**

L'ARS PACA a lancé fin juillet [un appel à projet](#) avec pour objectif l'accompagnement, dans les EHPAD, des personnes âgées désorientées, de nuit comme de jour. Il s'agira donc pour les quinze établissements retenus, de proposer nuitamment, à titre expérimental, et pour une durée de deux ans maximum, des PASA de nuit.

En effet des dispositifs d'accompagnement spécifiques, tel que les PASA proposent en journée un accueil et des activités thérapeutiques adaptées, en réponse aux troubles du comportement et ainsi, c'est une proposition du même ordre qui pourrait à l'avenir se généraliser, si l'expérimentation s'avérait fructueuse. "

La date limite de transmission du dossier de candidatures a été fixée au 25 septembre, avec une mise en œuvre attendue à la fin du quatrième trimestre 2017. L'expérimentation sera dotée d'un financement annuel non pérenne de 100 000 euros, opéré à 100% sur le forfait soins. Il pourrait faire de la région un pionnier en la matière puisque les PASA nocturnes n'existeraient pour l'heure que dans l'ancienne région Champagne-Ardenne.

- **Sécurité des ESSMS et menace terroriste**

Une [instruction](#) publiée courant juillet invite les établissements et services sociaux et médico-sociaux à actualiser leurs dispositifs de sécurité afin d'y intégrer des mesures adaptées à la menace terroriste.

Une politique globale de sécurisation qui inclut la prévention de la radicalisation ainsi que la protection des systèmes informatiques.

Pour rappel, le secteur social et médico-social avait déjà été destinataire en 2016 de deux guides (un pour les équipes de direction et un pour les équipes) pour faire face à ces situations.

ACTUALITES JURIDIQUES ET ETUDES

- **Ordonnances réformant le code du travail**

Le premier ministre et la ministre du travail ont présenté le 31 août la version finale des cinq projets d'ordonnances qui engendrent à une refonte en profondeur du code du travail afin de mieux l'adapter à la réalité des petites et moyennes entreprises.

Dans la première quinzaine de septembre, le gouvernement va soumettre ces textes aux instances consultatives, avant une présentation des ordonnances en conseil des ministres le 22 septembre, puis une publication au journal officiel dans les jours qui suivent.

Les cinq ordonnances sont les suivantes :

1. [Ordonnance relative au renforcement de la négociation collective](#)
2. [Ordonnance relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales](#)

3. [Ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail](#)
4. [Ordonnance portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective](#)
5. [Ordonnance relative au compte professionnel de prévention](#)

Le communiqué de presse est également consultable en suivant ce [lien](#).

- **Pertinence de la participation des malades d'Alzheimer aux recherches en sciences sociales**

Dans leurs travaux sur la maladie d'Alzheimer et les démences, les chercheurs en sciences sociales font face à une injonction paradoxale : la parole des malades est essentielle et il faut l'inclure dans les recherches, tout en considérant qu'au vu de la fragilité des personnes âgées concernées et de l'altération de leurs capacités, il est difficile d'obtenir leur consentement et de les impliquer.

Dans ce sens, des personnes âgées atteintes par la maladie d'Alzheimer ont été interrogées dans le cadre d'une recherche sur le bien-être en EHPAD afin de déterminer la nécessité et la pertinence de leur implication.

Les résultats sont positifs avec dans la mesure où cette étude (Revue Recherches & Educations : [« De la nécessité d'inclure les résidents souffrant d'un Alzheimer dans les recherches en sciences sociales »](#)) met en avant qu'une participation directe est non seulement possible mais également pertinente.

- **Consultations mémoires et diagnostics de maladie d'Alzheimer posés**

La Fondation Médéric Alzheimer a analysé les données recueillies par la Banque nationale Alzheimer entre 2014 et 2016. Elle relève ainsi dans [un numéro hors-série de La Lettre de L'Observatoire](#) les caractéristiques des patients se rendant en consultations mémoire et l'évolution des diagnostics posés, soulignant la grande stabilité des diagnostics initiaux de maladie d'Alzheimer.

ACTUALITES RESSOURCES HUMAINES

- **Turnover élevé du personnel soignant dans les EHPAD privés en France : impact de l'environnement local et du salaire**

Les EHPAD privés en France sont fortement touchés par les difficultés de fidélisation du personnel soignant. Ce turn-over du personnel soignant génère des coûts pour les établissements et dégrade la qualité de la prise en charge des résidents.

Quels en sont les facteurs ?

C'est ce que met en lumière cet [article](#) de l'INSEE.

En effet, la probabilité de départ des infirmiers et des aides-soignants est significativement influencée par des facteurs liés à l'environnement local de leur lieu de domicile, calculés à une échelle géographique fine, tels que la proximité d'un hôpital, la concurrence entre établissements pour personnes âgées, la pénurie de personnel soignant et l'attractivité du secteur libéral pour les infirmiers. Le niveau de salaire, corrigé de l'endogénéité, a un impact

positif sur la fidélisation des aides-soignants travaillant en EHPAD, mais ne semble pas avoir de conséquence sur les infirmiers.

- **Baisse des contrats aidés**

La réduction des contrats aidés tend à impacter lourdement les perspectives d'insertion de plus de 150 000 personnes et à remettre en cause des activités d'utilité sociale, environnementales ainsi que le bon fonctionnement de nombreux services publics.

Ce constat est dénoncé par diverses associations au travers d'un communiqué adressé au gouvernement. Elles demandent au gouvernement « de préserver un volume d'emplois aidés identique à celui de l'année 2016 et de renforcer le nombre de ces emplois en 2018 en ciblant les territoires les plus touchés par la crise et le chômage de longue durée ».

Les associations demandent également un rendez-vous en urgence avec le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du travail, Muriel Pénicaud, ainsi que la suspension de leur décision dans l'attente de cette concertation.

Le gouvernement avait déjà accordé, en juillet, une rallonge de 13 000 contrats supplémentaires, portant le total à 293 000. Pour rappel, à l'origine, le budget pour 2017 prévoyait 280 000 nouveaux contrats sur l'année, mais les deux tiers ont été consommés dès le premier semestre.

Ce sont finalement « près de 310 000 contrats aidés qui seront disponibles au total pour l'année 2017 », écrit la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) dans une instruction adressée le 18 août aux préfets, que le ministère du travail n'avait pas rendue publique. Cette rallonge s'inscrit néanmoins dans un contexte de réduction des volumes de contrats aidés qui inquiète incontestablement les associations.

À ce titre, des manifestations ont eu lieu dans différentes régions (Bretagne, Nord...) suite à [l'annonce](#) des ministères de la cohésion des territoires, du travail et de l'éducation nationale des quatre secteurs qui sont jugés prioritaires.

En effet, le secteur du vieillissement n'est pas cité.

Est-ce volontaire pour le moment, dans l'attente des conclusions de la mission confiée à Monique Iborra, ou bien un oubli ?

À suivre...

ACTUALITES USAGERS ET AIDES

- **Action de formation en ligne pour les aidants**

L'Association française des aidants poursuit ses actions de formation en les déployant sur Internet à compter de septembre 2017.

Ouverte gratuitement à tous, la formation des aidants en ligne est une déclinaison du programme proposé en présentiel.

Cette plateforme doit permettre aux aidants de se questionner et d'analyser les situations vécues dans la relation au proche afin de trouver des solutions adaptées mais également de mieux connaître et mobiliser les ressources existantes.

AGENDA NATIONAL

- **« Le virage inclusif » : Quelles transformations pour les établissements et services médico-sociaux ?**

Journée d'actualité des politiques de l'autonomie organisée par l'EHESP et la CNSA le 02 octobre 2017 à l'EHESP Rennes.

Dans un secteur médico-social en recomposition, les établissements et services sont aujourd'hui appelés à œuvrer davantage à « l'inclusion » des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans la vie sociale ordinaire. Dans une tentative de dépassement du caractère binaire de l'offre, classiquement séparée entre « domicile » et « institution », des projets très divers voient le jour. Loin d'aller de soi, ce « virage inclusif » soulève de multiples questions que cette journée d'actualité permettra d'aborder en croisant les points de vue d'usagers, de financeurs, de chercheurs et de porteurs de projets. Cette journée sera notamment l'occasion de présenter des expériences illustratives de ces nouvelles formules.

Programme disponible [en ligne](#) / Inscription gratuite mais obligatoire - [formulaire en ligne](#)

- **La Semaine Bleue 2017**

Pour l'année 2017, La Semaine Bleue aura lieu du lundi 02 au dimanche 08 octobre 2017. Le thème reconduit s'intitule « À tout âge : faire société ».

Plus d'information sur [le site](#).

- **8^{ème} Journée Nationale des Aidants**

Cette journée aura lieu le 06 octobre 2017. Elle a pour objectif de mettre en lumière le rôle clef joué par les acteurs locaux en faveur des aidants, encore trop méconnu aujourd'hui. À travers toute la France, des centaines d'événements sont organisés par ces acteurs engagés quotidiennement auprès des aidants.

Pour trouver des événements près de chez vous ou consulter le site suivez [ce lien](#).

AGENDA MIDI-PYRENEES / LANGUEDOC-ROUSSILLON

- **Formation : EPRD : Mode d'emploi**

Des formations-interventions sur mesure peuvent être programmées à votre convenance en fonction de votre besoin directement sur votre établissement. Au programme, comprendre un EPRD, en déjouer les pièges, EPRD et stratégie...

Prenez contact au 05 61 06 91 65

- **Rencontres vieillissement à Toulouse les 8 et 9 novembre 2017**

Ces rencontres pluridisciplinaires sous la direction scientifique du Gerontopole, ont pour vocation d'apporter une formation intensive à l'ensemble des professionnels de santé. Pour plus d'informations concernant le programme, les inscriptions, veuillez consulter le [site](#).

- **France Alzheimer Haute Garonne**

Propose de nombreuses activités chaque mois ([consulter le site](#)).

Informations au 05 61 21 33 39

- **France Alzheimer Aveyron**

Propose de nombreuses activités (thé dansant, café mémoire, groupes de parole, formation des aidants...) chaque mois ([consulter le site](#)).

- **France Alzheimer 81**

Propose des « café mémoire » chaque mois ([consulter le site](#)).

- **Pôle Alzheimer Pyrénées-Orientales**

Propose de nombreuses activités chaque mois ([consulter le site](#)).

Informations au 04 68 52 22 22

- **France Alzheimer Hérault**

Propose de nombreuses activités chaque mois ([consulter le site](#)).

Informations au 04 67 06 56 10

AGENDA AQUITAINE / LIMOUSIN / POITOU-CHARENTE

- **Comité départemental d'Intervention et d'Animation Pour l'Autonomie (CIAPA)**

Propose de nombreuses activités diverses chaque mois ([consulter le site](#)).

Renseignements et inscriptions auprès du CIAPA au 05 59 80 16 37, par mail ciapa@ciapa.fr ou auprès du Pôle Autonomie Haut Béarn et Soule au 05 59 10 00 76.

- **France Alzheimer Gironde**

Propose de nombreuses activités chaque mois ([consulter le site](#)).

Informations au 05 56 40 13 13

Cyril Dechegne Consulting

Organisme habilité par l'ANESM pour l'évaluation externe

Formation et conseil en gestion financière et évaluation qualité en EHPAD

2 chemin de Garric 31200 TOULOUSE

Tél: 05 61 06 91 65 - Fax: 09 70 60 19 35

info@cyrildechegne.fr

<http://cyrildechegne.fr>

Directeur de la publication : Cyril Dechegne

Rédacteurs : Cyril Dechegne

Céline Dumerc

Pour ne plus recevoir l'agenda, il suffit de nous renvoyer un mail à info@cyrildechegne.fr
avec la mention « désinscription ».

Pour vous inscrire à l'agenda médico-social du sud ouest, il suffit de nous renvoyer un mail à
info@cyrildechegne.fr avec la mention « inscription ».